

Ordre de priorité

En vertu de l'art. 12c de l'ordonnance relative aux mesures concernant la participation de la Suisse aux programmes de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation (OMPRI ; RS 420.126), le DEFR établit l'ordre de priorité ci-après. Celui-ci s'applique avec effet immédiat à toutes les demandes déjà déposées mais pas encore approuvées par le SEFRI, ainsi qu'à toutes les requêtes à venir au titre de financement direct pour les années 2021 à 2024 dans le cadre du paquet Horizon 2021-2027. Les requêtes restent soumises aux conditions d'octroi de contributions définies à l'art. 11 OMPRI. D'éventuelles réductions sur les coûts de projet faisant l'objet d'une requête, au sens de l'art. 12, al. 4, OMPRI, sont réservées.

Si la somme des montants demandés dans les requêtes déposées ou attendues dépasse les moyens disponibles pour le financement direct, et dans la mesure où cela s'avère nécessaire, les mesures ci-après seront appliquées dans l'ordre suivant :

- 1) Les coûts relatifs au financement de tâches assumées par des partenaires de projet établis en dehors de la Suisse ne sont pas pris en charge.
- 2) Il n'y aura pas d'entrée en matière sur les requêtes portant sur le financement direct de projets collaboratifs pour lesquels le Grant Agreement avec la Commission européenne a été signée plus de 6 mois avant la réception de la requête au Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI). Si la date de signature du coordinateur de projet diffère de celle de la Commission européenne, la date la plus récente est prise en compte. Cette réglementation s'applique à partir du 1^{er} août 2025.
- 3) Dans le cadre de l'appel à projets pour les ERC-Advanced Grants 2024, seules sont admises les requêtes pour un financement direct déposées auprès du SEFRI qui ont été retenues dans la « liste principale » de l'UE lors de la première publication le 17 juin 2025 des résultats de l'évaluation.
- 4) La contribution aux coûts de recherche indirects (*overhead*) des projets collaboratifs et individuels des années de programme 2021, 2022, 2023 et 2024 correspond au maximum à 15 % des coûts de projet directs éligibles.
- 5) En ce qui concerne les cas de transfert de subvention ERC, les moyens provenant des désengagements en cours constitueront dès le 1^{er} janvier 2026 le montant maximal à disposition. Les transferts de subvention sont autorisés dans l'ordre de réception des requêtes et dans les limites des moyens disponibles sur le crédit de paiement.
- 6) Il n'y aura pas d'entrée en matière sur les requêtes portant sur le financement direct de projets issus d'appels à projets qui ne seront lancés qu'en 2025 ou ultérieurement par la Commission européenne, par l'organisme de financement que celle-ci a mandaté ou par l'entité responsable de l'activité, mais pour lesquels seront utilisés des moyens inscrits aux exercices budgétaires 2021-2024.
- 7) Pour les projets collaboratifs des années de programme 2021, 2022, 2023 et 2024, les coûts directs du projet sont réduits au prorata des dépenses visées à l'art. 12, al. 1, let. a et b, OMPRI.

Les requêtes ayant pour objet le financement sans incidence sur les coûts de tâches assumées par des partenaires de projet établis en Suisse et dans le cadre d'engagements déjà contractés entre le SEFRI et le bénéficiaire de la contribution sont exclues de l'ordre de priorité.

Activation des mesures à partir du 20 juin 2025

- ➔ À partir du 20 juin 2025, les mesures 1) à 5) sont activées.
- ➔ Pour la mise en œuvre des mesures actuellement activées, il convient de consulter le guide destiné aux requérants pour la mise en œuvre de l'ordre des priorités.